

Les Burundais privés de soins médicaux

RFI, 02/12/2008 Cela fait une semaine que les médecins et infirmiers du service public sont en grève et toujours pas l'ombre d'un dialogue avec le gouvernement. Les grévistes qui réclament une revalorisation de leur salaire ont décidé de durcir leur mouvement. Ils ont voté, ce lundi, la reconduite de la grève pour une semaine et ils ont aussi décidé de ne plus s'occuper que des urgences. Les médecins et infirmiers du Burundi viennent de durcir leur mouvement de grève. Ils ont reconduit depuis hier, lundi, leur grève pour une semaine. Ils ont décidé également de restreindre le service minimum qu'ils avaient instauré.

«Désormais, on va s'occuper uniquement des urgences, les autres malades seront renvoyés chez eux systématiquement», a martelé le docteur Willy Gatore, porte-parole du syndicat des médecins, en accusant le gouvernement burundais de laisser pourrir la situation. Dans ce combat, les médecins infirmiers qui touchent des salaires de misère, exigent que le gouvernement applique à partir de janvier 2009, un nouveau statut du personnel de santé, qui prévoit notamment une revalorisation de leurs conditions de travail. «Le gouvernement est prêt à négocier» a déclaré pour la première fois le ministre burundais de la Santé, le docteur Emmanuel Gikoro. «Mais le gouvernement n'est pas prêt à signer un chèque en blanc», a-t-il lancé, en appelant médecins et infirmiers à plus de souplesse. Entre temps, ce sont les usagers burundais qui vont continuer de «payer les pots cassés», en attendant l'issue de ce bras de fer.